

Faites-moi lire, SVP!



PB-PP | BC 1757  
BELGIË - BELGIQUE

Courcelles 1  
N° d'agrégation : P 202127

# Nouvelles

## Mensuel de l'ASBL « Le Progrès »

(pas de parution en juillet) – Dépôt : 6180 Courcelles  
Publication réalisée avec l'aide de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Éditeur responsable : Robert Tangre  
**Rue Julien Lahaut, 11 – 6020 Dampremy**  
Tél. : 071 30 39 12  
Fax : 071 30 58 30  
E-mail : robert.tangre@gmail.com  
Banque : BE17 0682 0138 1121

## Nouvelles

n° 237 – septembre 2020

### Histoire

#### L'armée belge des partisans armés

3 000 Kilos de dynamite

### Société

26 milliardaires possèdent autant d'argent que la moitié la plus pauvre de l'humanité

Michel Onfray : «La crétinisation progressive du peuple représente un vrai problème»

Mirowski : « L'après ne sera pas favorable à une société de gauche »

### Dossier

Mai-juin 1967, le drapeau noir flottait sur l'usine de l'Anglo-Germain à La Louvière

### Activités octobre 2020



## L'armée belge des partisans armés

### 3 000 Kilos de dynamite

A mener pareil train, les partisans furent bientôt à court d'exploits. De courageux garçons se hasardaient dans des terrains marécageux s'étendant vers Wavre pour y récupérer quelques mines anglaises. Travail obscur et pourtant si délicat et si dangereux. Deux partisans travaillaient au dépôt de munitions de Meerdael. Surpris au moment où ils détournaient une charge d'explosifs, ils réussirent à s'enfuir en emportant leur butin mais ils durent entrer dans l'illégalité.

commandant V ... tournait les yeux avec envie vers les Poudreries Réunies de Baelen. On lui avait bien rapporté que des véhicules quittaient la poudrerie tous les jours mais pour quelle destination ? On racontait que les convoyeurs prenaient leurs repas à Hougaerde chez un ardent collaborateur mais les détails s'arrêtaient là ... Le chef de Corps se lança délibérément dans l'affaire. Il poussa activement ses recherches et les renseignements affluèrent. Les véhicules employés étaient tantôt un camion Ford de 1 T ½ tantôt un camion de 3 T ½. L'un et l'autre étaient escortés par les gendarmes et empruntaient toujours la route Moll-Bourg-Léopold. Une dizaine de milliers d'Allemands grouillaient dans cette dernière localité.

V ... allait-il pour cela renoncer à son projet ? Non mais



L'augmentation des effectifs et l'ampleur sans cesse accrue des sabotages posaient un problème ardu. Coûte que coûte, il fallait s'approvisionner en explosifs.

*Les faits relatés se trouvent dans cette région. Au lecteur de localiser.*

De son appartement tranquille à Keerbergen, le

il jugea que le modeste chargement de 1 500 kilos lui conviendrait à suffisance et il établit soigneusement son plan d'attaque.

Une fois repéré, l'endroit choisi pour l'embuscade, on parcourut en auto un itinéraire parfaitement étudié en s'arrêtant aux emplacements désignés pour la répartition du butin. Quatre cachettes avaient été prévues qui ne devaient être ouvertes qu'à la dernière minute. 500 kilos

de dynamite seraient enterrés dans un bois au nord d'Averbode, 500 kilos dans un autre endroit, 250 kilos près de Haecht et enfin le reste arriverait à destination dans un garage où le camion serait entièrement démolé.

Le voyage d'essai s'effectua favorablement plusieurs fois à quelques jours d'intervalle. Puis les groupes de P.A. installés dans plusieurs localités le long de la route à suivre furent alertés. Ceux-ci devaient s'occuper des cachettes. La veille du jour choisi pour l'expédition, un courrier vint annoncer l'arrivée de Léon Degrelle dans un hôtel des environs de Keerbergen. L'occasion était belle de se débarrasser une fois pour toutes de l'ignoble individu ...

V ... se trouvait placé devant la plus troublante alternative : Degrelle ou la dynamite ? Les sentiments des patriotes outragés auraient peut-être penché vers l'exécution du traître mais le raisonnement et la nécessité l'emportèrent et on opta pour la dynamite. Les partisans furent bien inspirés car la visite de Degrelle fut ajournée pour une cause indéterminée.

A la dernière minute, un commandant de bataillon avertit le chef du Corps que le chauffeur désigné pour conduire le camion après sa capture se trouvait dans l'impossibilité de remplir sa mission. V ... trouva la solution la plus simple : il prendrait lui-même le volant. Pourtant, il était interdit aux chefs de Corps de participer directement aux opérations.

Le jour fatidique se leva. Les partisans l'accueillirent avec confiance, tout était prêt. Huit hommes triés sur le volet, armés de revolvers, de grenades et d'une mitraillette apportée la veille dans une boîte à violon prirent place dans une voiture pourvue d'une fausse plaque d'immatriculation en direction de Moll. De passage à Geel, ils aperçurent un attroupement sur la grand-place : un important détachement de gendarmes existes y étaient de faction. Audacieusement, le chauffeur freina et sans en attendre l'ordre, s'arrêta à hauteur du rassemblement :

« Que se passe-t-il ? »

Rien, on va simplement procéder à la distribution des timbres de rationnement et nous prenons nos précautions.

Ah ! ce n'est que cela ... »

Les partisans traversèrent Moll et poussèrent vers le

sud-est. Ils dépassèrent Baelen et stoppèrent à portée de fusil de Schoor, petit bourg perdu en Campine. Le terrain inculte, couvert de genêts et de bruyères se prêtait admirablement au camouflage de l'auto, laquelle se tapit derrière un monticule à trois cents mètres de la route. Les hommes s'échelonnèrent et se dissimulèrent de leur mieux entre la voiture et l'accotement. Là, un guetteur observait la chaussée en direction de Baelen.

A 8 h 30, un véhicule à vitesse modérée pointa tout au nord. Le guetteur fit un signe de la main, signe aussitôt retransmis par les hommes accroupis derrière les genêts. Au moment propice, l'auto revint vers la route en cueillant au passage les partisans qui sautaient sur les marchepieds. Mais le véhicule venant de Baelen passa de justesse sous les nez des patriotes qui, stupéfaits, constatèrent un changement dans le programme.

Il ne s'agissait pas de camionnette Ford mais bien un tracteur Minerva traînant une remorque blindée, pesant à vide plus de 10 000 kilos. Une coupole surmontait la masse d'où un guetteur surveillait les environs. En plus du chauffeur, deux gendarmes et un convoyeur civil formaient l'équipage de l'étrange véhicule. Le morceau était de choix mais de quelles dimensions.

Une brève délibération puis les partisans foncèrent vers leur proie. Le véhicule roulant à du 25 à l'heure allait être rejoint quand, tout à coup, les assaillants aperçurent, droit devant eux, un attroupement inquiétant. Un gamin flânait le long du fossé. Nos hommes l'interpellèrent et le questionnèrent hâtivement : « Qu'est-ce qu'il y a là-bas ? »

On sort de la messe. »

Rassuré le chauffeur appuya fermement sur l'accélérateur. La voiture bondit, dépassa le mastodonte et lui barra la route juste à proximité des fidèles ébahis. L'arme au poing, les partisans y allèrent carrément : « Gestapo ! Descendez ! ». Croyant avoir affaire à cette police barbare, l'équipage du Minerva obtempéra sur le champ. Les P.A. ouvrirent la porte arrière de la lourde remorque : 3 000 kilos de dynamite s'y trouvaient en caisses bien alignées.

Dissimulant leur satisfaction, les patriotes ordonnèrent à leurs prisonniers de prendre place pace à l'intérieur du véhicule. Deux P.A. montèrent à leur tour, l'un occupa la tourelle. La lourde porte se referma. En cas d'alerte, les P.A. tenant compagnie aux gendarmes étaient voués à leur perte car le système de fermeture ne pouvait se manœuvrer que de l'extérieur. V ... se mit au volant. A ses côtés, à

portée de main, une grenade et un revolver, sur ses genoux, une carte bien étalée.

« Fini ? – Fini ! »

Le petit convoi démarra, prit de la vitesse et fit son entrée à Bourg-Léopold, véritable fourmilière d'Allemands. A certain moment, les partisans se trouvèrent encadrés de voitures de la Wehrmacht roulant devant et derrière eux. Quittant le guêpier aussi tranquillement qu'ils y étaient entrés, les patriotes avec leur proie tournèrent à droite et, poussant à 40 km à l'heure le camion qui ne pouvait pas dépasser les 25 km/h, ils foncèrent vers l'intérieur du pays.

A plusieurs reprises, ils faillirent se faire arrêter par des gendarmes rexistes qui occupaient les villages, rapport aux distributions de timbres et qui surgissaient de partout au ronflement des autos.

Les partisans s'arrêtèrent dans un bois au nord d'Averbode. Des hommes attendaient là, au bord de trous creusés d'avance. Cinq cents kilos d'explosifs leur furent confiés puis le convoi se remit en marche, fit le tour du bois et atteignit un second endroit où 1000 kilos furent déposés.

Ainsi délestée, le véhicule blindé et son escorte filèrent à pleins gaz vers un autre dépôt.

Malheureusement, l'affaire allait prendre une tournure tragique. La Gestapo, alertée parcourait le pays. Les communications téléphoniques furent coupées sur toute l'étendue du territoire et dans l'après-midi, les boches s'offrirent le luxe de faire survoler la région par un de leurs petits avions de reconnaissance. D'autre part, des ouvriers des vicinaux avaient remarqué le manège anormal d'un groupe d'hommes autour du bois d'Averbode. Auraient-ils inconsciemment averti la Gestapo ? Toujours est-il que huit partisans de Heist-op-den-Berg retournant à vélo furent rejoints par une voiture qui, appuyant sur la droite, les poussa dans le fossé où ils s'effondrèrent pêle-mêle parmi les bicyclettes. Quand ils se relevèrent, ils se trouvèrent en face de six mitraillettes menaçantes. Aucune possibilité de résistance ! Toutefois, l'un de huit hommes réussit à s'échapper. Moins de 48 heures plus tard, les sept prisonniers étaient fusillés.

Cependant les autres partisans parvenaient avec leur butin aux environs de Keerbergen. En cours de route, on avait discuté sur les complications dues au tonnage insoupçonné de la capture. Il ne fallait plus penser à

démolir le véhicule. Un camion blindé ne se démonte pas comme une carrosserie de bois et, d'ailleurs, il eut été impossible de l'entrer dans le garage.

Le commandant de bataillon proposa de déposer la dynamite à Keerbergen. V ... tressaillit. C'était là son lieu de résidence. Ses hommes l'ignoraient et il désirait garder son secret. Néanmoins, nécessité fait loi : le chef n'émit aucune objection et va ... pour Keerbergen. Le commandant savait y trouver, un peu à l'écart, une petite villa momentanément inoccupée et dont il pouvait disposer car il connaissait le propriétaire absent.

On atteignit un petit village ... Rues étroites, passages difficiles pour un véhicule très lourd et de dimensions ne se prêtant guère aux manœuvres délicates

On accrocha une porte puis la remorque ayant dérapé s'enlisa sur l'accotement sablonneux. Au craquement du bois brisé, le propriétaire apparut et se mit à gémir et à gesticuler pour la perte sensible qu'il éprouvait. Il en arriva même à menacer de porter plainte immédiatement. Le temps pressait et les partisans redoutaient une intervention malencontreuse. Pour sortir de cette situation, ils n'hésitèrent pas à confier à l'intéressé le but de leur randonnée et comme preuve, ils ouvrirent la porte de la remorque. Sagement, l'homme se retira.



Les P.A. conjuguèrent leurs efforts à sortir de l'ornière la lourde machine. Le moteur grondait à plein régime, des planches et des brindilles furent jetées sous les roues. Peine perdue ! Curieux, quelques habitants s'amènèrent avec désinvolture. Leur nombre grossit. Le garde-champêtre donna son avis. Tous ces braves gens offrirent leur aide et une dernière tentative fut appuyée par la poussée vigoureuse de tous les villageois.

Fallait-il abandonner la partie ? Une chance ultime

restait aux patriotes : décharger le véhicule. A peine, la porte en fut-elle ouverte que les curieux, frappés par l'inscription « Dynamite » ornant toutes les caisses, disparurent comme par enchantement.

Le déchargement s'effectua rapidement. Les gendarmes y contribuèrent en avançant sur l'arrière de la remorque les caisses redoutables. Celles-ci, empilées sur l'accotement, furent recouvertes de sacs, de vestons et de paille ramassée dans le fossé. Puis on referma hermétiquement la porte de leur prison roulante sur les quatre convoyeurs.

Enfin, le moteur eut raison de la masse et le tracteur traîna le tout jusqu'à une vingtaine de kilomètres de là, entre Lierre et Duffel. Pendant ce temps-là, on travaillait ardemment à l'évacuation de la dynamite. On ne pouvait plus la transporter dans la villa choisie car tout le village était au courant de l'affaire. On se rabattit sur une autre demeure offrant les mêmes avantages mais encore plus éloignée. Les P.A. durent effectuer plusieurs voyages. Une seconde voiture vint les renforcer grâce au concours d'un P.A. garagiste qu'un camarade était allé quérir au pas de course puisqu'on ne pouvait avoir recours au téléphone.

A six heures du soir, l'opération était terminée. Non pas pour l'ennemi qui poursuivait âprement ses recherches. Le tracteur et sa remorque furent découverts le lendemain matin. Ni les gendarmes ni leurs compagnons de geôle ne purent fournir la moindre indication sur l'itinéraire parcouru, le pays leur étant inconnu. Mais un appareil enregistreur était placé à l'arrière de la remorque et renseignait minutieusement sur toutes les manœuvres effectuées. Guidés par ce mécanisme dénonciateur, les boches refirent en sens inverse le chemin de Baelen. Ils reconnurent sans peine l'endroit où le transbordement avait eu lieu mais personne dans le village ne savait quelque chose.

Une armée de 500 à 600 « noirs » envahirent la région. Et durant quinze jours, ces traîtres perquisitionnèrent partout offrant 500.000 francs à quiconque les mettrait sur la bonne piste. Nul ne savait.

Si, pourtant, un homme avait vu et il avait deviné la nature des caisses entreposées dans la villa. Après avoir visité la villa de ce bon citoyen, les V.N.V. s'enquérirent sur les habitants de la villa toute proche. L'homme s'esclaffa et déclara que personne n'y avait mis les pieds depuis des mois. Les imbéciles se retirèrent et ... ils étaient à deux pas du but.

Les P.A. vinrent rechercher les caisses quelques semaines plus tard. Hélas, l'affaire, dans son

ensemble, leur avait coûté cher. Après les premières exécutions, les boches poursuivant leur enquête réussirent à mettre la main sur une trentaine de partisans du secteur de Heist-op-den Berg. Nombre de ces braves furent passés par les armes et les autres déportés en Allemagne mais leurs camarades les vengèrent cent fois. Les stocks d'explosifs qu'ils venaient de constituer allait leur permettre de frapper, frapper encore l'ennemi exécré qui ne tenait plus debout que par un sursaut de rage et d'ignominie.



## SOCIÉTÉ

### 26 milliardaires possèdent autant d'argent que la moitié la plus pauvre de l'humanité

La concentration des richesses s'est encore accentuée en 2018 : 26 milliardaires ayant désormais entre leurs mains autant d'argent que la moitié la plus pauvre de l'humanité, a dénoncé lundi l'ONG Oxfam, qui appelle les États à taxer les plus riches.

Ces 8 personnes possèdent autant d'argent que 50% de la population mondiale



« La lutte des classes existe. Et c'est ma classe, celle des riches, qui est en train de la gagner »  
- Warren Buffet

lvsl.fr  
Source : Rapport Oxfam

En 2018, les 26 personnes les plus riches du monde détenaient autant d'argent que la moitié la plus pauvre de l'humanité, a dénoncé l'ONG Oxfam, qui appelle les États à taxer les plus riches. «Le fossé qui s'agrandit entre les riches et les pauvres pénalise la lutte contre la pauvreté, fait du tort à l'économie et alimente la colère dans le monde», a affirmé Winnie Byanyima, directrice exécutive d'Oxfam International, citée dans le communiqué.

Les gouvernements «doivent s'assurer que les entreprises et les plus riches paient leur part d'impôts», a-t-elle ajouté, à l'occasion de la publication du traditionnel rapport annuel d'Oxfam sur les inégalités mondiales en amont du Forum économique mondial qui s'est tenu à Davos.

Selon les chiffres de l'ONG, dont la méthodologie, qui s'appuie sur les données publiées par la revue Forbes et la banque Crédit suisse, est contestée par certains économistes, 26 personnes disposent désormais d'autant d'argent que les 3,8 milliards les plus pauvres de la planète. En 2017, ils étaient au nombre de 43.

Quant à l'homme le plus riche du monde, Jeff Bezos, le patron d'Amazon, sa richesse a atteint 112 milliards

de dollars l'an dernier. Or, «le budget de santé de l'Ethiopie correspond à 1 % de sa fortune», a souligné l'ONG.

### Deux fois plus de milliardaires depuis la crise de 2008

D'une manière générale, la richesse des milliardaires dans le monde a augmenté de 900 milliards l'an dernier, soit au rythme de 2,5 milliards par jour, alors que celle de la moitié la plus pauvre de la population de la planète a chuté de 11 %, a-t-elle précisé.

Le nombre de milliardaires a d'ailleurs doublé depuis la crise financière de 2008, a souligné Oxfam, constatant que «les riches bénéficient non seulement d'une fortune en pleine expansion, mais aussi des niveaux d'imposition les moins élevés depuis des décennies».

«Si la tendance était inversée, la plupart des gouvernements auraient suffisamment de ressources pour financer les services publics», a souligné l'ONG qui estime que «la richesse est tout particulièrement sous-taxée». Elle a ainsi précisé que sur un dollar d'impôt sur le revenu, seulement quatre centimes

proviennent de la taxation de la richesse.

France 24 avec AFP

**Michel Onfray: «La crétinisation progressive du peuple représente un vrai problème»**



George Orwell

Dans son ouvrage «*Théorie de la dictature*», Michel Onfray présente l'œuvre de George Orwell comme une grande préfiguration du monde contemporain. Le philosophe, qui ne craint pas la polémique, décrit ici la nouvelle forme de dictature à laquelle nous sommes aujourd'hui confrontés... Entretien.

**George Orwell est, selon vous, un immense penseur politique. Il a fait le portrait des totalitarismes du vingtième siècle et a anticipé notre temps. En quoi notre époque porte-t-elle la marque du totalitarisme ? N'est-ce pas un peu**

**exagéré ? Sommes-nous vraiment entrés dans une nouvelle forme de dictature ?**

Non, ce n'est pas exagéré, car je ne dis pas que nous sommes revenus au nazisme ou au stalinisme. Ce qui m'intéresse, ce n'est pas comment fonctionnait le totalitarisme auparavant, mais comment il fonctionne à l'heure d'internet, des data et des téléphones portables. Ce totalitarisme contemporain n'est pas casqué ou botté. En revanche, nous vivons dans une société de contrôle : le fait que l'on puisse être écouté en permanence, le fait qu'on accumule des données sur nous, etc. Cette société de contrôle est à un point d'incandescence jamais atteint.

**Les nouvelles technologies ne possèdent donc aucun avantage à vos yeux ?**

Ces gens sur la côte ouest américaine ont un projet de domination du monde ainsi qu'un projet transhumaniste. Nous sommes dans une espèce de servitude volontaire vis-à-vis des nouvelles technologies. Mais parfois, c'est extrêmement pervers. Par exemple, pour assurer la confidentialité, on vous demande d'accepter certaines choses... Mais, en acceptant, on donne certaines informations aux Gafa. On peut accepter le dispositif de contrôle, mais on peut aussi le refuser. En même temps, si vous le refusez, vous ne pouvez plus vous déplacer en train, en avion, etc.

**C'est ça qu'Orwell a bien anticipé ?**

Orwell pense avec l'aide d'un roman. Il utilise la fiction. Mais sa science-fiction a cessé d'être fictive ; elle est devenue science. Ce télé-écran qui nous surveille en permanence existe aujourd'hui. Nous y sommes. Orwell a inventé des choses au sujet du contrôle et de l'invisibilité des pouvoirs. Ce qui distingue le totalitarisme ancien et le totalitarisme nouveau, c'est précisément cela. Avant, le pouvoir avait un visage identifiable. Aujourd'hui, qui décide ? Où sont les gens qui rendent cela possible ? À mon sens, ces gens sur la côte ouest américaine ont un projet de domination du monde ainsi qu'un projet transhumaniste.

**Le capitalisme débridé est-il aussi responsable de cette situation ?**

Le capitalisme ne disparaîtra pas : il est consubstantiel à l'homme. Aujourd'hui, il n'a plus aucun ennemi en face de lui. Avec la chute du bloc soviétique, le capitalisme a estimé qu'il pouvait triompher. Certains, comme Fukuyama, ont même affirmé que c'était la fin de l'histoire, la victoire intégrale du néolibéralisme. Cependant, le monde n'est pas fait uniquement de capitalistes et de communistes. Il y a aussi des puissances spirituelles, comme l'Islam. On l'a vu

lors du 11 Septembre 2001.

**La démocratie représentative est-elle morte, selon vous ?**



Oui. Le peuple et les représentants ne coïncident plus du tout. Dans les assemblées et les Parlements, il y a une surreprésentation des professions libérales, comme les avocats, les enseignants, etc. On y trouve peu de bergers, de chauffeurs de taxi ou d'étudiants. Ce qui signifie qu'il y a une partie de la société qui n'est tout simplement pas représentée. En outre, pour espérer être élu, il faut avoir de l'argent, se fondre dans un dispositif, passer par le moule d'un parti. Cette démocratie représentative a fait son temps. Le référendum au sujet du traité de Maastricht a été une parfaite incarnation de sa limite : les élus votent contre le peuple.

**Comment définissez-vous le populisme que l'on craint tant**

**aujourd'hui, vous qui faites confiance au peuple pour relancer la démocratie ?**

Je n'ai aucun mal à me définir comme populiste. Cependant, je fais une différence entre les populistes et les «populicides». C'est là que réside le problème ; et non, comme on nous le fait croire, entre les populistes et les démocrates. Macron, Chirac, et Mitterrand avant lui, sont des «populicides». Ces gens ne veulent pas gouverner pour le peuple. Le référendum d'initiative citoyenne est une idée très intéressante. L'idée qu'il y ait des élus qui soient révocables est une bonne chose. Évidemment, dans le contexte actuel, la crétinisation progressive du peuple représente un vrai problème. Et là, je vais vous surprendre par rapport à ce que j'ai dit auparavant : le grand avantage d'internet, c'est que le peuple peut aller chercher des informations alternatives. C'est formidable, un peuple qui décide de se prendre en main. Qu'un texte de loi puisse être pensé et critiqué par le peuple représente une très belle idée.

**Que pensez-vous des mouvements de désobéissance civile qu'on voit apparaître ?**

Quand Thoreau parlait de désobéissance civile, il parlait de la guerre contre le Mexique. Quand Martin Luther King s'en empare, c'était pour lutter contre



QUAND LE DERNIER ARBRE AURA ÉTÉ ABATTU, LA DERNIÈRE RIVIÈRE EMPOISONNÉE ET LE DERNIER POISSON PÊCHÉ, ALORS L'HOMME S'APERCEVRA QUE L'ARGENT NE SE MANGE PAS.

le racisme. Même chose pour Ghandi, lorsqu'il veut l'indépendance de l'Inde. Aujourd'hui, tout le monde pense que la désobéissance civile doit marcher tout le temps. La question qui se pose à travers tous ces mouvements est celle-ci : quelle est la grande cause qui est défendue ? Force est de constater qu'il s'agit souvent de soi. Par exemple, un enseignant va refuser de faire une dictée ou de faire passer un examen parce qu'il n'est pas d'accord avec une loi du ministre de l'éducation... Refuser de faire une dictée ne vous transforme pas en Jean Moulin. J'ai une haute idée de la Résistance. La désobéissance civile doit être réservée aux grandes causes communes.

**Comme l'urgence climatique ?**

À son âge, aussi intelligente soit-elle, je ne peux pas imaginer que Greta Thunberg puisse disposer des arguments nécessaires lui permettant de maîtriser l'ensemble des enjeux scientifiques derrière la question écologique. Non, la grande cause commune, ce serait le triomphe des gilets jaunes. L'urgence climatique est le faux nez du capitalisme. Par exemple, les voitures électriques qu'on nous présente comme écologiques ne le sont pas. On veut nous refourguer un capitalisme vert, soi-disant «éco-responsable». Aujourd'hui, lorsqu'on veut nous faire acheter un produit, on vous dit qu'il est «bio». L'écologie véritable, à laquelle j'aspire, est prise en otage par cette écologie urbaine qui est entre les mains des publicitaires. On joue avec le réchauffement climatique, qui est indéniable, en méprisant ses causes véritablement scientifiques.

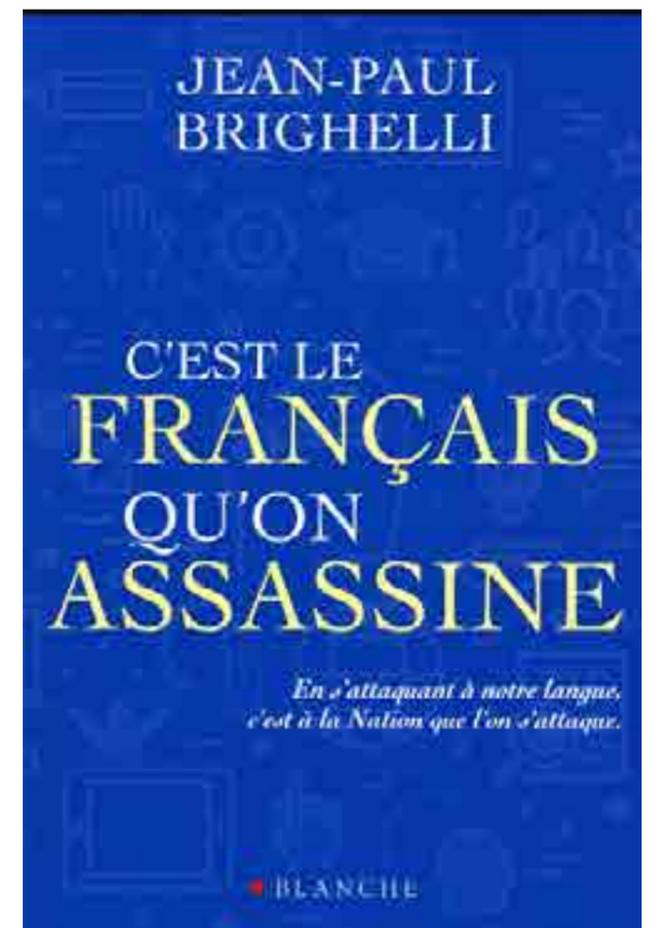
**Greta Thunberg, à propos de laquelle vous avez consacré un texte très polémique, est aussi selon vous une figure de ce capitalisme vert ?**

Cette jeune fille est aux mains du capitalisme vert qui utilise l'écologie comme un bon argument de vente. À son âge, aussi intelligente soit-elle, je ne peux pas imaginer qu'elle puisse disposer des arguments nécessaires lui permettant de maîtriser l'ensemble des enjeux scientifiques derrière la question écologique.

**Comment analysez-vous les différents mouvements sociaux aux quatre coins de la planète ? Y a-t-il quelque chose qui, hormis les différences, les rassemble ?**

Aujourd'hui, ce n'est plus possible d'envoyer les militaires dans la rue, car tout le monde vous tombe dessus grâce, là aussi, à la circulation de l'information.

Cependant, j'ai peur que tous ces mouvements ne soient qu'une espèce de grand frisson démocratique. Un dictateur s'en va et un autre le remplace... Et on pense que ça change tout. Ce n'est pas parce qu'on mettrait Macron à la porte et qu'on placerait Muriel Penicaud à sa place qu'il s'agirait d'une grande révolution démocratique. Tous ces mouvements sont le signe d'un ras-le-bol des peuples. Ils n'en peuvent plus de voir qu'il y a des fortunes insolentes et qu'il y a des gens qui font des guerres dans le seul but de s'enrichir. Comme Trump qui, avec un cynisme incroyable, déclare, après avoir tué Baghdadi, qu'il a fait ça pour sécuriser le pétrole... Aujourd'hui, grâce aux réseaux, les gens sont capables de descendre dans la rue très rapidement. Ce soulèvement des peuples me réjouit et, en même temps, je crains qu'il soit récupéré par les démagogues qui sont toujours là en embuscade. Les gilets jaunes ont été récupérés par Mélenchon, par la violence des casseurs et des Black block, etc. En quelque sorte, c'est la leçon de l'histoire : les peuples souffrent toujours de cette récupération. Il faut des paroles d'intellectuel dans un monde où n'importe qui fait l'intellectuel.



**Vous n'hésitez pas à être volontairement polémique. Est-ce bien le rôle du philosophe ? L'intellectuel contemporain doit-il**

**être nécessairement engagé ?**

Oui, il faut des paroles d'intellectuel dans un monde où n'importe qui fait l'intellectuel. De nos jours, tout le monde donne son avis et nous dit comment le monde doit fonctionner. Je ne vois pas pourquoi on s'étonne que j'intervienne sur tous les sujets. Pourquoi serais-je moins légitime qu'un footballeur ?

**Vous écrivez : «La langue est attaquée». Qu'entendez-vous par là ?**

Mon père a été élevé par l'école républicaine. Il savait écrire sans faute. Il ne faisait pas d'erreurs de logique. Il avait appris quelques grands classiques de la littérature. La destruction de l'école a entraîné la destruction de l'intelligence. Il s'agit moins de former un citoyen qui pense que de créer un consommateur qui paye. On apprend de moins en moins de choses. Certains nous disent qu'il ne faut plus faire de dictées, de grammaire, etc. Or, le cerveau est un muscle : si on ne l'entretient pas, il entre en dégénérescence... Le progrès n'est pas un bien en soi. Il peut y avoir un progrès du mal, de la mort.

À la fin de votre ouvrage, vous déclarez : «Je ne suis pas bien sûr de vouloir être progressiste». En quoi le progressisme peut-il incarner, selon vous, une forme de nihilisme ?

Je suis opposé au progressisme tel qu'il nous est présenté actuellement. Le progrès n'est pas un bien en soi. Il peut y avoir un progrès du mal, de la mort. Dire à une femme pauvre qu'on va louer son utérus pour avoir un enfant ne représente pas, à mes yeux, un progrès. En ce sens, je ne suis pas un progressiste. Je ne joue pas à ce jeu qui consiste à opposer systématiquement les méchants populistes et les gentils progressistes.

**Le socialiste libertaire et l'anarchiste que vous êtes peut donc être aussi conservateur ?**

Bien sûr. La retraite à 60 ans, c'est très bien. Il faut la conserver. D'où vient cette drôle d'idée que parce que l'on vit plus longtemps, il faudrait nécessairement travailler plus longtemps ? Bien au contraire, il faut réduire la pénibilité et c'est très bien que des ouvriers partent tôt à la retraite. Faire des enfants tout nu sous la couette, ça a marché pendant des siècles. Pourquoi aller au-devant de problèmes en voulant tout changer ? Il faut conserver ce qui a fonctionné. Le changement à tout prix n'a aucun sens. Si on me donne la preuve

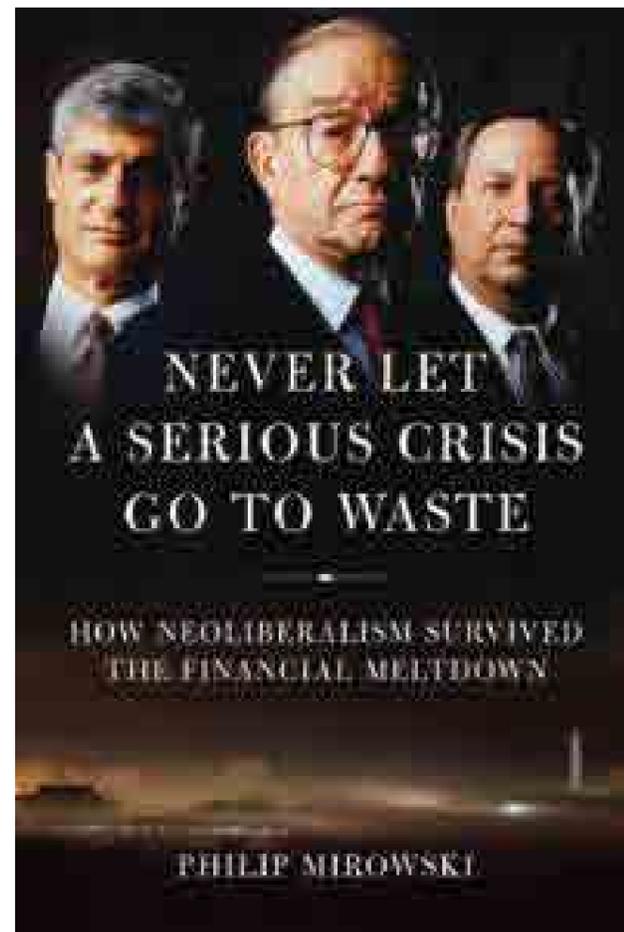
que c'est mieux, je veux bien l'accepter, mais sinon... Aujourd'hui, on a l'impression que notre civilisation avance en aveugle.

**Simon Brunfaut « Extrait de AFP »**

**Source : L'Echo**

**Mirowski : « L'après ne sera pas favorable à une société de gauche »**

Le philosophe américain de la pensée économique Philip Mirowski craint que l'augmentation temporaire de la solidarité ne soit qu'un progrès en trompe-l'œil, avant une accélération vers un système encore plus dérégulé.



Le monde d'après le confinement sera-t-il celui d'hier ou de demain ? D'un côté, les partisans de l'écologie militent pour une relance verte, sobre, centrée sur les besoins essentiels. De l'autre, les industries se

préparent à mettre les bouchées doubles pour combler le retard, annoncent qu'il va falloir travailler plus et demandent des subventions colossales. Aux Etats-Unis, alors même que 26 millions d'Américains ont perdu leur emploi en quatre semaines, la fortune cumulée des milliardaires a augmenté de 308 milliards de dollars. Un coup d'œil dans le rétroviseur ne laisse que peu de place à l'optimisme : après la crise des subprimes de 2008, les financements ont été pour les entreprises, et l'austérité pour les particuliers. Rien de plus normal, selon l'historien américain Philip Mirowski : en étudiant la crise de 2008, il a observé que les néolibéraux étaient mieux organisés que la gauche, ce qui leur a permis de tirer un meilleur parti de la crise. Le philosophe de la pensée économique, professeur à l'université Notre-Dame-du-Lac (Indiana), qui ferraille depuis plus de deux décennies contre les néolibéraux, souligne que si la réponse à un moment de crise peut être une augmentation temporaire de la solidarité, ce n'est qu'un progrès en trompe-l'œil. Dans son livre *Never Let a Serious Crisis Go to Waste* (Verso, 2013, non traduit), il explique que les crises focalisent notre attention sur des problèmes urgents de court terme à gérer, permettant aux néolibéraux mieux organisés de mettre en place le modèle de société qu'ils souhaitent : un marché moins régulé, devenu une institution autonome.

**Le modèle néolibéral, qui a affaibli les systèmes sanitaires nécessaires pour affronter un virus, est aujourd'hui sévèrement critiqué. Pensez-vous que cela annonce une reprise sur un modèle différent ?**

Je pense que la gauche se fait aujourd'hui rouler en croyant cela, de la même manière qu'elle s'est fait rouler en 2008. L'après ne sera pas favorable au modèle de société de la gauche, mais plutôt à une accélération des mesures néolibérales. Cet épisode mènera, selon moi, à un moment de stabilisation ploutocratique : un très petit groupe de gens va s'accaparer un immense pouvoir. Le contrecoup sera encore plus rude cette fois, pour plusieurs raisons. D'abord, les retombées de cette crise risquent d'être plus importantes : on voit se profiler une récession comparable à celle de

la Grande Dépression. Il faut ajouter à cela le fait que la situation est actuellement gérée par des profiteurs qui vont chercher à s'appropriier le plus de ressources possibles.

C'est ce que montre le Fonds de stabilisation des échanges [Exchange Stabilization Fund, ndlr], une réserve de 500 milliards de dollars destinée à sauver l'économie américaine. Il est contrôlé par Steven T. Mnuchin (un loup de Wall Street empêtré dans divers scandales financiers) puisque ce dernier est secrétaire au Trésor. C'est ce genre de personne qui va réutiliser l'argent libéré par la Banque centrale pour réorganiser l'économie à sa guise. Si Mnuchin pouvait avoir des doutes sur ce qu'il faisait en 2008 - il faisait alors partie de Goldman Sachs -, il est évident qu'il est aujourd'hui parfaitement conscient de l'appropriation illégale qu'il commet.

**Ces dérives seraient vite dénoncées par le monde politique !**

La réaction politique sera elle aussi bien pire qu'en 2008, car il y aura cette fois une tonalité populiste et nationaliste plus prononcée. Certes, la gauche peut se raconter des belles histoires, se dire que la crise nous rapproche, nous apprend à travailler ensemble, etc. Mais ce n'est pas le cas ! Les gens vont simplement apprendre qu'ils détestent leur voisin. C'est déjà ce qui se passe aux Etats-Unis comme en Europe : l'Union européenne n'a pas aidé l'Italie alors que c'était le geste le plus facile à faire. Quelle réaction va-t-elle avoir quand la situation sera encore dégradée ? A vrai dire, je me sens comme le coyote dans le cartoon, qui est suspendu dans les airs un bref instant avant de chuter à pic !

**Mais pourquoi la pensée néolibérale serait-elle plus à même de tirer profit d'une crise ?**

Dans mon livre *Never Let a Serious Crisis Go to Waste*, j'expliquais qu'il existe un collectif de la pensée néolibérale qui s'est préparé à répondre à des crises, qui sait comment en prendre avantage. Pendant que la gauche est restée apathique, les néolibéraux, eux, ont tiré les enseignements de 2008 pour savoir comment transformer une crise en une bonne occasion. Je les écoute parler, et ils sont aujourd'hui ouvertement triomphants : prenez Tyler Cowen, un des principaux économistes de la George-Mason University, qui a annoncé récemment la mort de «la gauche progressiste» et de l'idée de partager les richesses ou d'accueillir les migrants. L'abdication de Bernie Sanders a été encore une bonne nouvelle pour eux : ils n'ont plus

rien à craindre, désormais.

Ce qui est surprenant, et ce que les néolibéraux eux-mêmes n'avaient sans doute pas anticipé, c'est que cette crise a temporairement transformé le monde de la manière qu'ils désiraient. Prenons deux exemples.



Les néolibéraux ont toujours affirmé que la santé devait être privée, réservée à ceux qui auraient les moyens de l'acheter. Tyler Cowen le dit mot pour mot : pour encourager les labos à trouver un remède, il faudrait « acheter le brevet du remède et gonfler son prix - le faire monter à des dizaines de milliards de dollars, si c'est nécessaire ! ». Or se profile un monde où la FDA [la Food and Drug Administration, qui régule le commerce des médicaments aux Etats-Unis, ndlr] est encore plus affaiblie, et où l'industrie pharmaceutique a toute liberté pour faire ce qu'elle souhaite. Cela confirmera un principe néolibéral : le marché est une institution autonome, et la seule chose qui devrait déterminer ce qui fait le mérite d'un médicament, c'est de le mettre sur le marché et de voir s'il est vendu - et à quel prix.

Par ailleurs, les néolibéraux ont aussi toujours été hostiles à l'éducation pour tous. Ce confinement général, associé au fait de transférer l'éducation en ligne, fait exactement ce qu'ils souhaitaient : les étudiants sont très inégaux face à l'éducation à distance, certains sont dans de bonnes conditions pour étudier et peuvent se faire aider, d'autres non. Ainsi, seuls ceux qui ont le plus de moyens peuvent avoir accès à une éducation de bonne qualité.

**Pensez-vous réellement que l'on peut parler d'un groupe politique cohérent, avec un programme et une vision homogène ?**

Bien entendu, il ne s'agit pas d'une sorte de conspiration. Mais il existe un groupe de personnes très reliées, organisées autour d'un certain nombre de think tanks. Si vous ne vous penchez pas sur ces structures sous-jacentes, il est difficile de comprendre combien ils interagissent, échangent des idées, découvrent qu'ils peuvent restructurer des lois grâce à des investissements appropriés.

Ils avaient déjà, avant que tout cela n'arrive, quelque chose qui ressemble à un programme concret. Cela va plus loin que ce que dit l'essayiste Naomi Klein dans la Stratégie du choc. La montée d'un capitalisme du désastre [Actes Sud, 2008], qui cite l'économiste néolibéral Milton Friedman se réjouissant de la tournure des événements, pour montrer que les néolibéraux tirent profit de la crise. Ils ne se contentent pas de cela : les néolibéraux peuvent s'appuyer sur un groupe de personnes qui va travailler de manière concrète sur une réponse de court terme à la crise, qui permettra de transformer la société.

Face à cela, la gauche américaine avance quelques idées générales, comme le Medicare For All [« les soins pour tous »], mis en avant par Bernie Sanders dans sa campagne, mais elle n'a aucun programme soigneusement mis au point pour tirer profit d'une pandémie.

**Emmanuel Macron critiquait récemment le modèle de société qu'il s'appliquait pourtant à mettre en place, régi par un marché peu soucieux des enjeux écologiques. Il parlait d'une relance « décarbonée ». Pourquoi ne pas croire à une relance écologique à la sortie de crise ?**



Il ne faut pas s'imaginer que les néolibéraux ne croient pas au changement climatique. S'ils ont semé la confusion dans le débat après 2008, c'était simplement pour gagner du temps pour s'approprier les investissements écologistes - la géo-ingénierie, par exemple, qui devrait selon eux être laissée entre les mains des entreprises. Tant que la solution passe par le recours au privé, cela convient à une vision néolibérale de la société.

Une autre raison toute simple qui va à l'encontre de l'avènement d'un Green New Deal, c'est qu'une part de la crise à venir est liée à la chute du prix du baril de

pétrole. Cela encourage une plus grande consommation d'hydrocarbures - c'est à l'opposé de l'idée de la taxe carbone, qui voulait réduire notre consommation en instaurant un coût réhibitoyre pour le consommateur.

Un marché encore moins régulé, une industrie pharmaceutique toujours plus forte et une accentuation du discours populiste : voilà le futur qui nous attend. Evidemment, dans un premier temps, on célébrera les élans de solidarité que l'on a eus, on mettra en avant un nationalisme rassurant. Mais, en sous-main, cette crise aura pérennisé un peu plus un système bien plus stratifié, où les gens reçoivent moins de soins et où la santé sera remise au domaine privé.

Nicolas Celnik

Extrait de Libération

## DOSSIER

### Mai-juin 1967, le drapeau noir flottait sur l'usine de l'Anglo-Germain à La Louvière



En mai-juin 1967, les ouvriers occupaient des ateliers Anglo - Germain à La Croyère (La Louvière). Evénement important, d'abord parce que ce fut une des premières occupations d'usine à l'époque en Wallonie, ensuite par la mobilisation et la solidarité exceptionnelles qu'elle entraîna autour d'elle, de Liège au Borinage mais aussi en Flandre.

J'ai eu le plaisir d'en parler avec Marcel Couteau, qui était

à l'époque le délégué principal FGTB et l'incontestable leader du mouvement et j'ai aussi consulté un petit livre commémoratif de ce combat publié en 1997.

### Les "Golden sixties?", pas pour tout le monde

Il est communément admis que les années 60 auraient été, entre la reconstruction d'après guerre et le choc pétrolier de 1973, une période de prospérité, de plein emploi, de consommation individuelle sans limite (avec la voiture, la TV, la machine à laver etc.), en quelque sorte le paradis capitaliste sur terre.

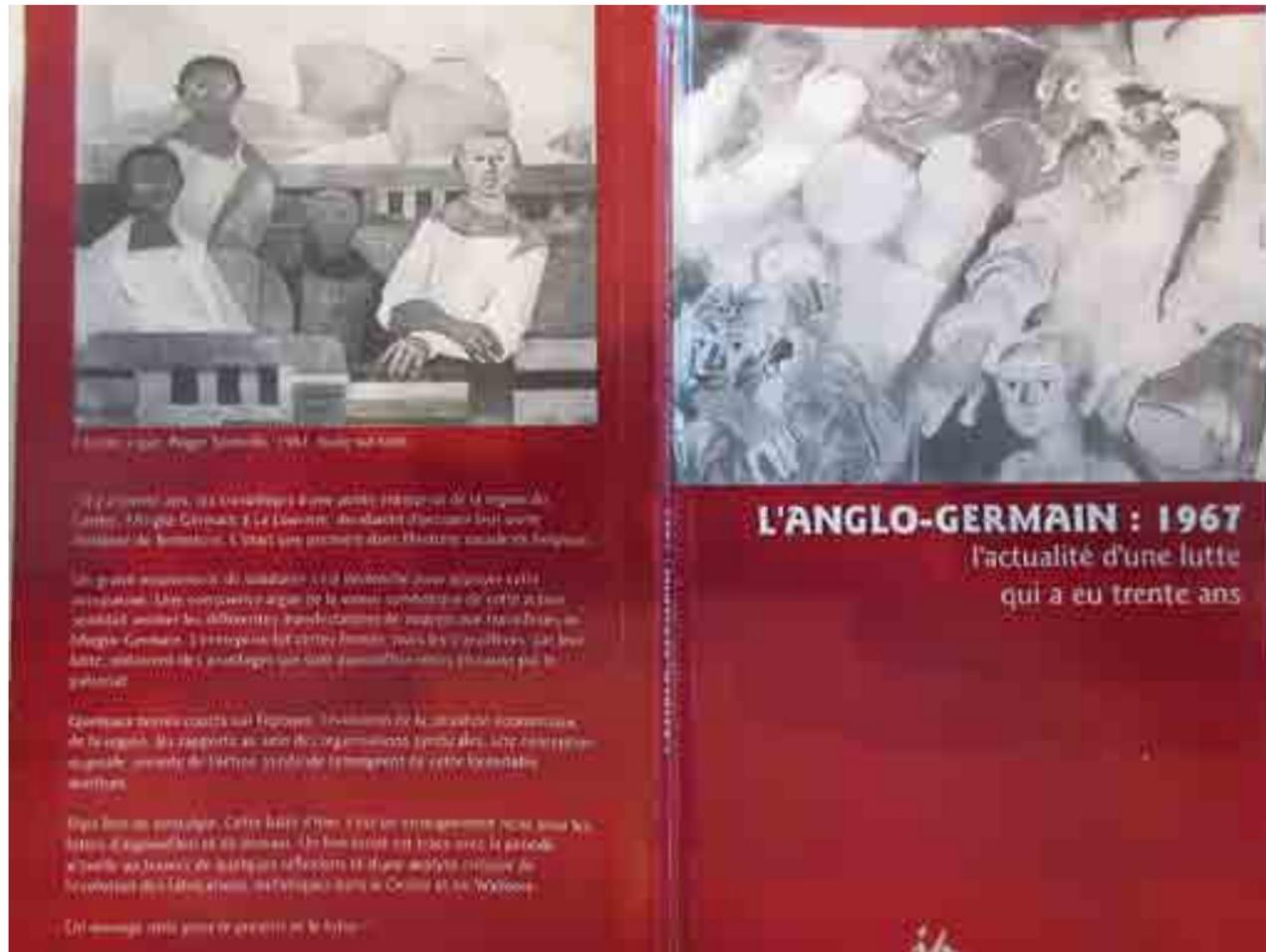
On parle aussi des « 30 glorieuses » (1945-1975) pour exprimer l'essor économique de l'Occident post 2ème guerre mondiale. Mais pour les travailleurs de Belgique, et en particulier de Wallonie, cette vision idyllique n'a pas grand chose à voir avec la vérité historique. Dès la fin des années 50, les fermetures des charbonnages, d'outils sidérurgiques, d'ateliers de fabrications métalliques se succèdent et, ce, entre autres en ce qui concerne les charbonnages et la sidérurgie, sous l'égide de la 1ère forme d'organisation européenne supra-nationale, la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.

Dans la région du Centre, autour de La Louvière, cela a signifié entre 1956 et 1966, la perte de 21300 emplois industriels d'ouvriers et d'employés soit la perte de 34% des emplois industriels, contre un gain de 2700 emplois créés dans les services.

Cela a signifié une baisse du pouvoir d'achat (de 1957 à 1961 de 9,5%), le départ de travailleurs vers d'autres régions, la dégradation du logement, en un mot la mort lente d'une région. Curieuses « années d'or » en effet, qui voient les fleurons du savoir faire de toute une région sacrifiés sur l'autel de la recherche du profit maximum immédiat au détriment de l'intérêt général.

N'avait on plus besoin dans les années 60, en Belgique, en Europe et dans le monde, de locomotives, de wagons, de tramways, de grues etc. Le matériel ferroviaire de la région du Centre était réputé aux 4 coins du monde, et ce, depuis la deuxième moitié du XIXème siècle. Les noms de « Forges-Usines et Fonderies de Haine St Pierre » (FUF), « Franco-Belge » devenue Anglo-Germain, « Baume-Marpent » sont indissociablement liés aux locomotives à vapeur, puis électriques, aux wagons, aux voitures qui sillonnèrent le monde entier.

En 1954-1955, l'industrie ferroviaire du Centre pouvait sortir un wagon toutes les 3 minutes, une voiture



toutes les 3 heures, une locomotive toutes les 8 heures. Mise à mort d'un fleuron du capitalisme belge

Premier aspect de la mise à mort, le non investissement des profits fabuleux dégagés pendant des années et des années dans la construction ferroviaire, à partir essentiellement de commandes publiques. Le grand patronat et les banques, en particulier « la Société Générale » préféraient investir leurs profits vers d'autres activités plus « rentables » et laissaient volontairement vieillir et mourir un outil industriel, condamnant ainsi à mort tout le savoir-faire et l'excellence de travailleurs, qu'ils avaient dans l'après guerre pressés comme des citrons !

Autre aspect de la mise à mort, c'est de peu à peu concentrer le maximum d'activités sur le siège brugeois de « La Brugeoise » là où les salaires étaient moins élevés, sorte de délocalisation à l'échelon national. Et ce y compris pour les commandes publiques de la SNCB. Des entreprises de la région du Centre

furent ainsi obligées de céder leurs propres commandes à Bruges, faute de garanties bancaires... Plus qu'un choix « communautaire », c'était de toute évidence – comme toujours – un choix de gros sous ! Comme quoi « non, non, rien n'a changé... »

### Déjà des sanctions pour boycotter l'URSS et la Chine

Il faut aussi le souligner, à une époque où les sanctions économiques pour raisons politiques sont à nouveau à la mode (contre L'Iran, la Russie, Cuba, la Syrie puis l'Irak sous l'égide de l'Union Européenne et des Etats Unis), la Franco-Belge (devenue par la suite Anglo-Germain) s'est vu imposer – comme tous les constructeurs ferroviaires le boycott de commandes venant des pays de l'Est. Dès 1948, les licences d'exportation pour une commande venant d'Union Soviétique de 4000 wagons basculants furent refusées, de même que de nombreux projets pour d'autres pays de l'Est. En 1955, une commande de locomotives-tenders pour la République Populaire de Chine, représentant 18

mois de travail pour 700 ouvriers était interdite.

### La résistance s'organise et l'usine est occupée.



Le déclin voulu et programmé de l'industrie ferroviaire du Centre aboutit en mars 1967 à l'annonce de la cessation d'activité, par demande d'un concordat judiciaire. L'Anglo - Germain occupait encore 450 ouvriers et employés. La brutale remise des préavis de licenciements était initialement prévue pour le 30 mars

Les réactions seront nombreuses : plusieurs manifestations seront organisées dans les rues de La Louvière, contre la menace de fermeture. Pour le retrait de tout préavis, il y aura une première occupation de l'usine pendant 24 h par la délégation syndicale. Une grande manifestation régionale à La Louvière rassemblera plus de plus de 20 000 personnes le 8 mai 1967.

### Cette fois, c'est l'occupation de l'usine

Le 16 mai 1967 à 7 heures du matin, les travailleurs décident en assemblée générale d'occuper l'usine, avec comme objectif n°1 le maintien de l'activité. Immédiatement le Gouverneur de la province en fut averti, pour l'assurer du calme et de la discipline des travailleurs et lui demander d'éviter toute présence et intervention des forces de l'ordre. De son côté, la direction de la centrale des métallurgistes avertie réagit par cette phrase : « Vous êtes tombé sur la tête, Couteau ». L'occupation, manifestation, n'était pas souhaitée par les directions de la centrale syndicale. Lors d'une assemblée des forces vives

de la région du Centre, le discours dominant était : « Ce sont des épaves industrielles, il n'y a rien à faire. »

Voici la réponse qui leur fut adressée : « Avec une volonté politique, on peut les renflouer. Vous êtes responsables de ces « épaves » (entretien avec Marcel Couteau).

Le point n°1 de l'occupation fut un plan de relance de l'activité de l'usine, avec mise sous séquestre si nécessaire. IL fut aussi demandé l'assurance du maintien de tout emploi et d'autres revendications sur le reclassement de tous les travailleurs dans la région. Des travailleurs allèrent à Bruxelles, rencontrer le gouvernement, (ministre Servais) qui escamotait le point 1 et le 1er ministre Van den Boeynants. Durant l'occupation, ce dernier fut invité par les travailleurs et leur délégué principal Marcel Couteau à venir se rendre compte sur place de la situation. Le premier ministre se rendra à l'usine.

Le point principal de l'occupation était bien sûr, comme dans tout combat contre les fermetures – l'espoir du maintien de l'activité avec des accords écrits et signés. C'est ainsi qu'à 2 reprises les travailleurs, par vote secret, refuseront les promesses du gouvernement. Le jeudi 18 mai, dans la nuit, malgré le report des préavis et la promesse de commandes de wagons supplémentaires la proposition fut refusée par 165 voix contre 66 car les travailleurs se méfient des promesses. Le vendredi 26, ce vote sera confirmé par 154 voix contre 116. Les travailleurs voulaient des engagements écrits.

### Un formidable mouvement de solidarité

Pour soutenir ce combat, un formidable mouvement de solidarité se développa dans toute la région et dans toute la Wallonie. Dès le 17 mai, les délégations massives se pressent devant les grilles de l'usine occupée : 500 travailleurs des ateliers du Thiriau en bleu de travail, 500 des laminoirs de Longtain, tous chantant l'Internationale, de multiples délégations de chez Boël. Ils sortent, parfois la nuit, en casque blanc à plusieurs centaines pour aller à l'Anglo. Tout le personnel communal de La Louvière, des délégations des ACEC de Charleroi manifesteront en masse quelques jours plus tard à Charleroi en compagnie de délégations de



métallos du Borinage et de Liège, des travailleurs des faïenceries Boch, des enseignants CGSP du Centre, de Bruxelles. Des arrêts de travail auront lieu, organisés par des traminois. Le 19 mai, 4000 travailleurs de Cockerill - Ougrée arrêtent le travail et manifestent dans les rues de Seraing. Le dimanche suivant, une délégation de mineurs limbourgeois de Zwartberg arrive à La Croyère pour expliquer que malgré les accords signés sur leur reclassement après la fermeture, de leur entreprise, 1200 d'entre eux étaient toujours sans emploi.

Durant la 2ème semaine, dès le lundi 22 mai, le mouvement s'élargit, c'est d'abord une grève générale de 24 h des métallos du Centre, avec une manifestation devant l'Anglo- Germain : 15 à 20 000 travailleurs défilent devant l'usine occupée. « On ne crie pas, mais un chant s'élève inlassablement, l'Internationale. Des drapeaux noirs comme celui fiché sur l'usine sont portés par les travailleurs mais aussi d'innombrables drapeaux jaunes avec un coq rouge comme en 60-61. Pendant plus de 45 minutes, le flot des manifestants défile. Les trains Bruxelles - La Louvière sont bloqués pendant plus d'une 1/2 heure. Des pancartes réclament : « halte aux faux reclassements, mise sous séquestre

» L'après-midi, ce sont les mères, épouses et fiancées des occupants qui parcourent les rues de La Louvière portant des drapeaux noirs et des calicots réclamant du travail pour leur mari et le sauvetage de la Wallonie. Le mercredi 24, c'est toute la métallurgie du Hainaut, suivie par celle de Liège et de Namur, qui arrête le travail pendant une heure. Une entreprise liégeoise Bailly Mathot, menacée de fermeture elle aussi, démarre une occupation. Les jours suivants, les entreprises métallurgiques tiennent assemblée. Dans certaines, on vote des résolutions appelant à la vigilance : « Si les promesses de reclassement ne sont pas tenues, il faudrait généraliser les occupations d'usine. » La situation devenait explosive en cette fin mai 1967.

### Pourquoi la création d'un comité de défense ?

L'occupation était gérée par un Comité de défense. La colonne vertébrale en était bien sûr la délégation syndicale FGTB et son délégué principal Marcel Couteau. Suivant ses conceptions personnelles, Marcel a voulu promouvoir la démocratie syndicale en



s'opposant à ce qu'il appelait : « la magouille permanente » pour désigner le président de la délégation. C'est ainsi qu'il a voulu en 1967 élargir le poll des élections sociales pour désigner les candidats, réservé en principe aux seuls syndiqués FGTB. Il a voulu que chacun(e) membre du personnel soit interpellé, quelle que soit son étiquette. De même, il s'est opposé à la guerre permanente entre FGTB et CSC, activée par la direction droitière et sectaire de la Centrale des Métallurgistes et en outre, il promouvait le Front Commun.

Lors des élections sociales, la CSC avait perdu son siège ouvrier, la FGTB récoltant l'ensemble des sièges. « Pour maintenir l'unité de tous les travailleurs et associer la CSC au combat, nous avons créé ce comité de défense », nous rappelle Marcel Couteau. D'autre part, dans ce Comité de défense, participaient aussi des cadres qui soutenaient le mouvement. C'est aussi dans cet esprit d'ouverture que le Comité de défense organisa le dimanche matin une messe dans l'usine dite par l'abbé Monnom, aumônier de l'action sociale.

### La fin de l'Anglo-Germain.

La situation fin mai était donc explosive dans la région et dans toute la Wallonie, nous l'avons vu. Le samedi 27, le Front commun des délégués des centrales des métallurgistes, qui avait largement mobilisé les métallos de la région met subitement un coup d'arrêt en déclarant que « plus aucun travailleur, ni délégation ne sont autorisés à provoquer des arrêts de travail dans leur entreprise sous prétexte de solidarité ; cette façon d'agir dépopularise le conflit ... »

### Le gouvernement signe alors un engagement écrit.

Mais, en fait, aucune garantie de continuation de l'activité n'est donnée, - elle sera laissée à l'initiative et à l'appréciation patronale en cas de concordat judiciaire. Le choix de la vie ou de la mort est donc laissé à l'initiative privée qui, pourtant, a déjà tellement failli dans ce dossier.

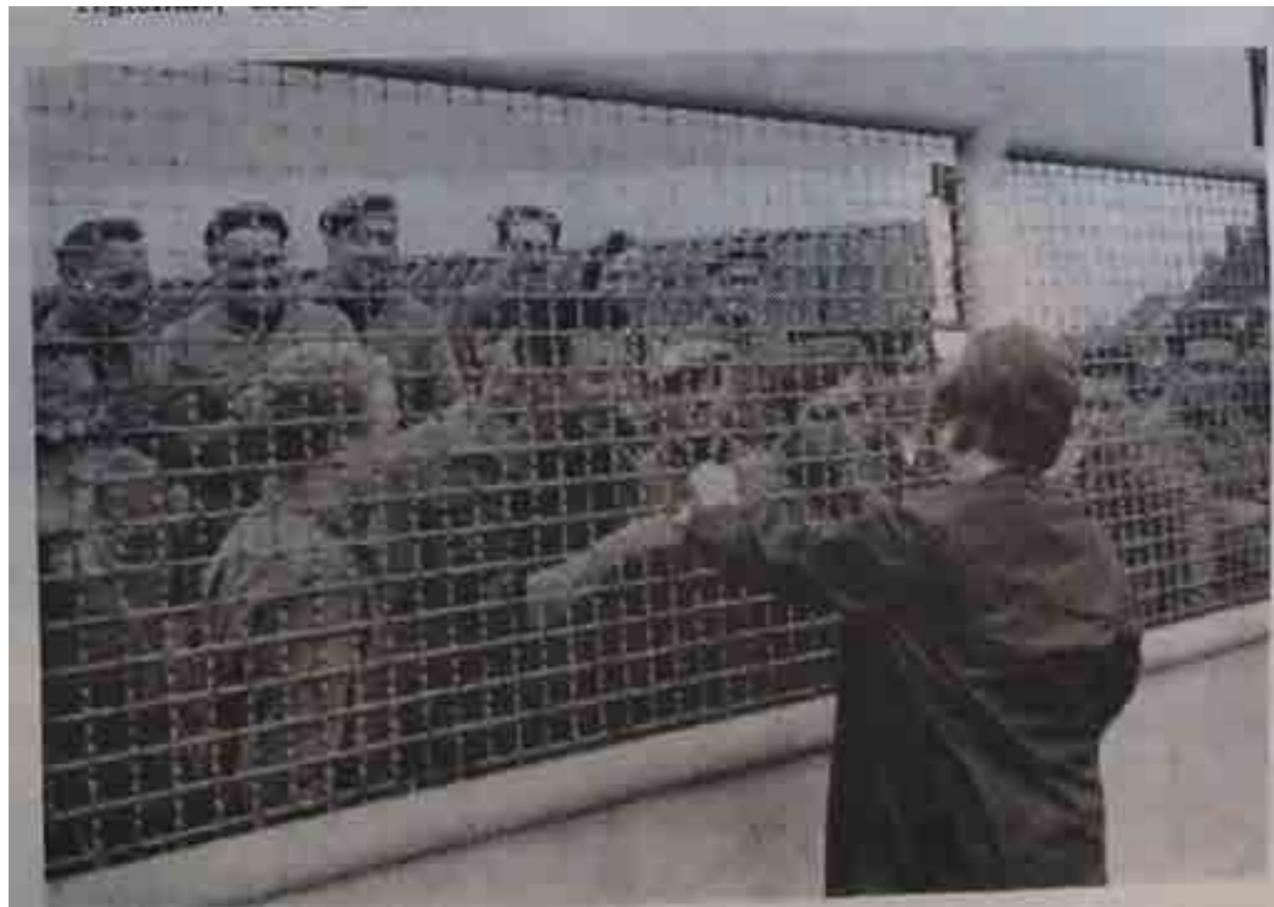
« Si le concordat est accordé, le gouvernement est disposé à soutenir au maximum l'effort des dirigeants qui accepteront de poursuivre les activités de l'entreprise » Et d'autre part : « Tenant compte des commandes supplémentaires de wagons, permettant aux industries de la région d'employer du personnel en plus grand nombre, les industries s'engagent en totalité à reprendre le personnel ouvrier d'Anglo - Germain avec une garantie d'emploi d'un an. »

On a donc, un mix d'une problématique continuation de l'activité sur le site et d'un reclassement immédiat dans les entreprises voisines par l'augmentation des commandes publiques.

La mise sous séquestre n'est pas envisagée. Marcel Couteau déclara : « Sous l'impulsion des délégués de base, un mot d'ordre nouveau est apparu : la mise sous séquestre. A mon avis, il va faire son chemin. Il est bien accueilli dans d'autres entreprises, et chez nous, même le personnel de cadre y est favorable. »

L'origine remonte à une loi de 1944 qui condamnait les patrons collaborateurs pour incivisme économique. Ce qui se passe aujourd'hui peut être mis sur le même pied : incompétence patronale, manque de civisme vis à vis de la communauté. » (Interview à La Gauche) « Cette solution permettrait la continuation de l'activité, et serait moins coûteuse que la fermeture elle-même » préconisait le nouveau directeur nommé en juin 1966, et qui était resté avec les grévistes. Il préconisait une mise sous séquestre avec « un comité de gestion, incluant des délégués du gouvernement et des syndicats » (Combat n°23 1967)

Quoi qu'il en soit, le jeudi 1er juin, après 17 jours d'occupation l'assemblée des grévistes accepte majoritairement (167 pour contre 65) le protocole gouvernemental, et décide de lever l'occupation dès le lendemain 2 juin. Tout en « réclamant la continuité des activités de l'entreprise » et en « décrétant pour les jours à venir un état de paix armée. » Pour eux, il



est possible de sauver le site par de nouvelles commandes. Ils ne veulent pas d'un nouveau « scandale Gilson », du nom de la grande entreprise sidérurgique fermée en 1966 et où des travailleurs reclassés dans un premier temps, avaient à nouveau été licenciés.

Mais rien n'y fit. « En effet, malgré l'acceptation du concordat, le 8 juin, le gouvernement faisait savoir que l'absence d'offre valable, assurant la continuité des activités de l'entreprise ne lui permettait pas de tenir son engagement. » En février 1968, Germain Anglo, ou l'Anglo Germain – les 2 noms existaient, fermait définitivement ses portes. En 1969, le site était racheté par une société spécialisée dans la construction d'hyper marchés et le 17 décembre 1970, le prince Albert de Belgique inaugurerait le centre commercial du « Cora City ».

S'ils n'ont pas réussi à sauver l'activité, ils ont néanmoins forcé le gouvernement à élargir les obligations en cas de fermeture - ce qui deviendra le Fonds de fermeture - pour protéger les droits des travailleurs licenciés. Et surtout ils ont donné une démonstration de

la force de la solidarité ouvrière et ils ont mis à l'ordre du jour l'action ouvrière collective par l'occupation d'usine.

### MARCEL COUTEAU

Marcel Couteau, le leader incontesté de l'occupation d'Anglo Germain a aujourd'hui 84 ans. Il est issu d'une famille ouvrière. Le grand-père paternel était mineur de fond, socialiste des années 1886, et son grand-père maternel, décédé à 48 ans, travaillait chez Boël. Il commence à travailler à 14 ans dans une entreprise de matériel roulant de 1500 - 2000 travailleurs, les Etablissements Goldschmidt (ou encore FUF). Puis il entre à La Franco-Belge – qui deviendra par la suite Anglo Germain.

En 1947, il adhère au Parti Communiste, auquel il est depuis lors resté fidèle. Il considère que pour des militants communistes d'entreprises, la lutte des classes ne s'arrête pas aux portes des usines ; mais doit s'ancre aussi localement.

C'est ainsi que Marcel Couteau deviendra conseiller communal sous le sigle UDP (union



démocratique et progressiste). En alliance avec le PS et d'autres dans sa commune du Roeulx – et ce depuis 1970.

Il sera aussi, dans ce cadre, échevin et bourgmestre. Il est toujours aujourd'hui conseiller communal dans l'opposition. Entretemps, il sera aussi élu député du Parti Communiste en 1968 et réélu en 1971.

### Sandro Baguet

Un merci particulier à Sandro pour avoir résumé cette bataille importante du monde ouvrier. Ce texte ayant été écrit il y a plusieurs années, je l'ai un peu adapté au niveau de la forme. Cette histoire de l'Anglo-Germain, je la connaissais car j'ai travaillé comme son adjoint durant deux années aux côtés de Marcel. Cette lutte, il me l'a racontée à plusieurs reprises avec tant de délectation. Il pouvait en être fier car sa lutte ne fut pas théorique comme trop souvent certains le font, il l'a mise en pratique. Après ses mandats de parlementaire, Marcel fut désigné secrétaire d'organisation du Parti communiste.

Durant cette période, je l'ai accompagné à plusieurs reprises dans sa commune princière de Le Roeulx et j'ai pu mesurer la popularité dont il jouissait car Marcel était et est resté un homme populaire, un homme d'ouverture, de dialogue. Un jour, il m'a entraîné visiter le petit couvent de sa ville et quelle ne fut pas ma surprise de l'accueil qui lui fut réservé par les religieuses.

En ce moment, je suis avec beaucoup d'attention le 2ème tour des élections communales françaises. Malgré mes connaissances des hommes, des hommes politiques en particulier, je reste ébahi en prenant connaissance des alliances qui se font, qui se défont, avec leur lot de trahisons, d'opportunistes.

Marcel a subi ces avanies de la part de ses alliés socialistes qui lui ont fait perdre le mayorat en refusant de renouveler leur accord majoritaire. Par ce comportement, la ville princière qui avait choisi la gauche et qui faisait confiance à un homme fidèle à ses convictions, ces faux alliés ont permis à la droite de récupérer la majorité.

*Marcel, tu es devenu le dernier conseiller communal d'origine communiste. Tu m'as servi de modèle, tout comme Georges Glineur, je t'en remercie. Crois à mon amitié très sincère.*

**Robert Tangre, ton adjoint par intérim.**

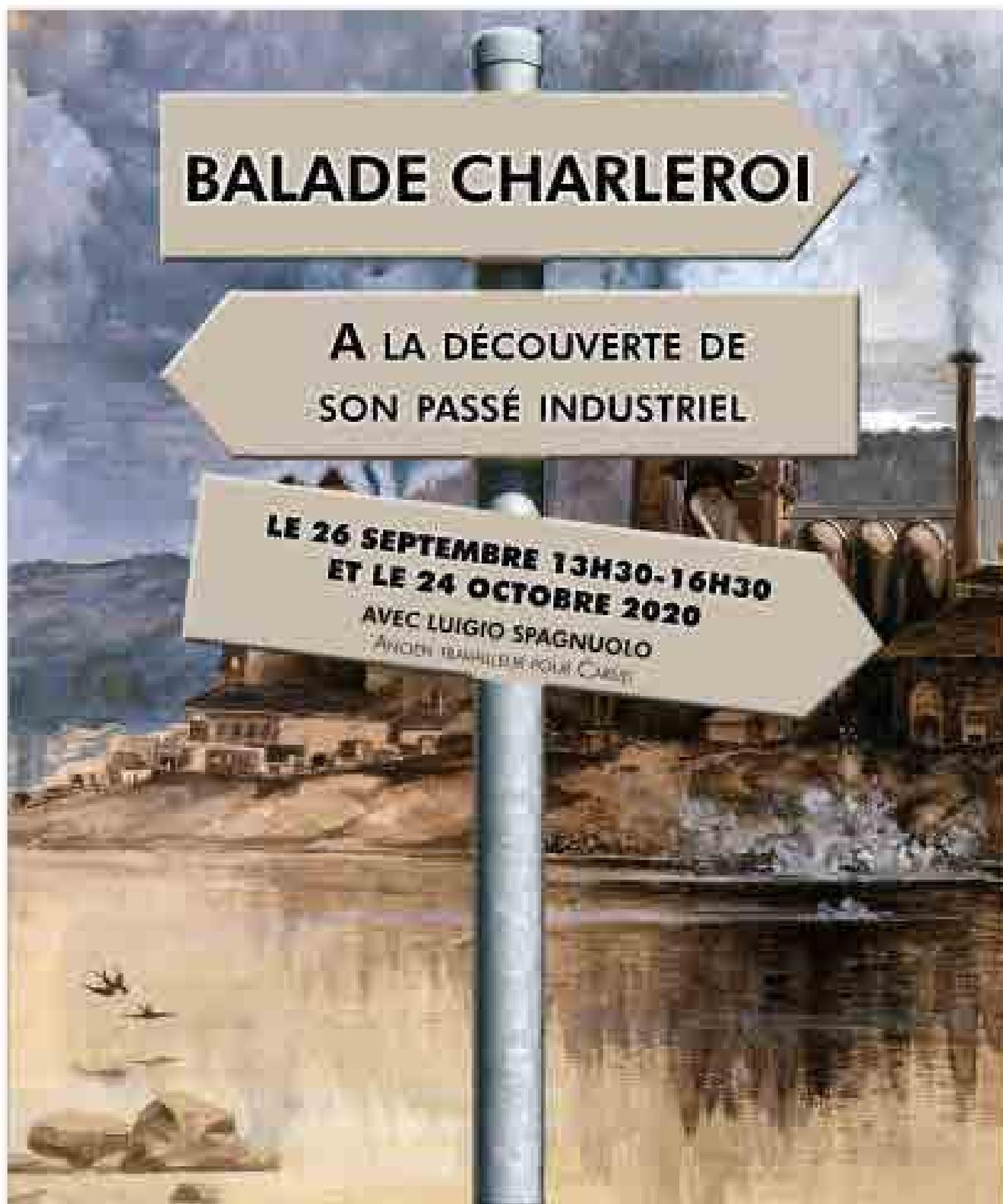
## NOS ACTIVITÉS D'OCTOBRE



Une organisation de l'a.s.b.l. Le Progrès, avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Inscription obligatoire  
Par téléphone: 071/30.39.12  
Prix: 4 euros

Textulab  
Rue de Montigny, 31 rd  
6000 Charleroi



**UNE ORGANISATION DE PROGRÈS A.S.B.L  
AVEC LE SOUTIEN DE  
LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES**

**DÉPART:  
11 RUE JULIEN LAHAUT  
6020 DAMPREMY**

**INSCRIPTIONS:  
071/30.39.12  
3€uros**



EDITEUR RESPONSABLE R.TANGRE 071/30.39.12